

Pour un Québec plus prospère et plus entrepreneurial

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Le Québec a besoin de toutes ses forces vives pour prospérer. Parmi celles-ci, les entreprises jouent un rôle clé. Ce grand secteur de l'activité économique est une vitrine exceptionnelle de la vitalité du Québec. Toutefois, cette grande visibilité expose leur vulnérabilité autant qu'elle met en lumière les défis auxquels elles sont confrontées.

De multiples défis à relever

« C'est ainsi qu'il faudra s'attaquer au fait que les Québécois sont moins portés vers l'entrepreneuriat que les autres Canadiens. »

Chacun peut énumérer quelques défis rencontrés par les entreprises. L'une des contributions de cette étude est de les regrouper afin de brosser un portrait d'ensemble. C'est ainsi qu'il faudra s'attaquer au fait que les Québécois sont moins portés vers l'entrepreneuriat que les autres Canadiens. Autre préoccupation importante, le vieillissement de la population fait craindre un problème de relève entrepreneuriale. En parallèle, le taux de survie des entreprises québécoises est plus faible que dans les autres provinces canadiennes.

« Le fardeau fiscal des entreprises québécoises est parmi les plus élevés au Canada. »

Par ailleurs, il est bien connu que la productivité du travail au Québec est inférieure à celle du reste du Canada et de plusieurs pays industrialisés et que, de surcroît, elle augmente moins rapidement. En même temps, une population qui avance en âge rend le recrutement de la main-d'œuvre très ardu ce qui est d'autant plus épineux que les

entreprises des économies avancées comme le Québec ont un grand besoin de travailleurs qualifiés. L'accroissement de la concurrence étrangère et le développement de nouveaux marchés, en particulier ceux des pays émergents, s'ajoutent aux défis que doivent relever les entreprises québécoises. L'adoption de pratiques durables et respectueuses de l'environnement sont aussi à l'ordre du jour, alors que les exigences des consommateurs à ce titre augmentent et que les règles gouvernementales se resserrent. Les aspirants entrepreneurs québécois et ceux qui démarrent une entreprise estiment que l'accès au financement est un obstacle à la création et au développement de nouvelles firmes. Enfin, le fardeau fiscal des sociétés québécoises et le coût de la réglementation à laquelle elles doivent se soumettre figurent parmi les plus élevés au Canada. Bref, les défis ne manquent pas.



Des assises solides nécessaires pour assurer la productivité et la compétitivité

Pour être productives et compétitives, les entreprises québécoises ont besoin d'assises solides. Parmi celles-ci, on retrouve la présence d'infrastructures publiques de qualité. À cela s'ajoute une métropole performante qui joue à la fois son rôle de plaque tournante pour les personnes et les marchandises et d'aimant pour les investissements, les idées et l'innovation. Le développement des ressources naturelles est également un formidable tremplin pour les entreprises et le Québec, à condition que soient respectés la pérennité de ces richesses et l'environnement.

L'affaire de tous et de chacun

Afin que chacun s'y retrouve, l'étude propose un découpage des responsabilités. La part de celles du gouvernement est déjà considérable. C'est ce dernier qui établit la réglementation et la fiscalité auxquelles sont soumises les entreprises. Il doit s'assurer que les systèmes qu'il met en place ne constituent pas une contrainte excessive à leurs activités. Les questions liées à l'éducation, telles que la réduction du décrochage scolaire et la hausse du taux de diplomation, sont principalement de son ressort. La gestion des infrastructures publiques et l'encadrement de l'exploitation des ressources naturelles lui incombent également. Faciliter l'accès au crédit, au capital de risque notamment, fait partie de ses attributions. Enfin, d'autres actions sont attendues de sa part, entre autres, la promotion de l'entrepreneuriat et la réduction du fardeau administratif des entreprises.

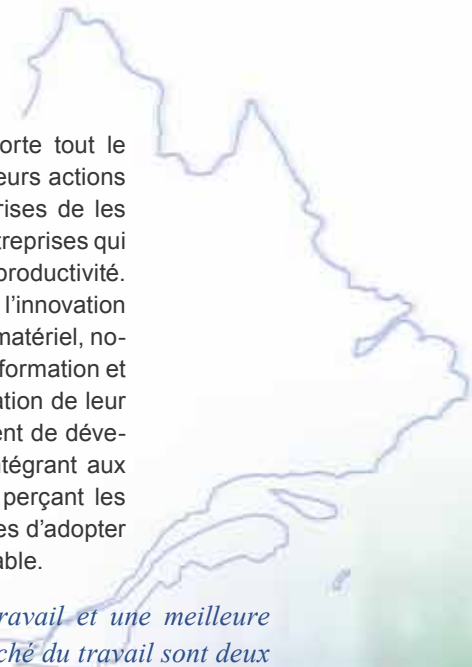
Même si le gouvernement leur apporte tout le soutien nécessaire, il reste que plusieurs actions dépendent de la volonté des entreprises de les mettre en œuvre. Ainsi, ce sont les entreprises qui ont la responsabilité d'améliorer leur productivité. Pour ce faire, elles doivent favoriser l'innovation et investir davantage en machines et matériel, notamment dans les technologies de l'information et des communications et dans la formation de leur main-d'œuvre. Il leur revient également de développer de nouveaux marchés en s'intégrant aux chaînes de valeur mondiales ou en perçant les marchés émergents. Enfin, c'est à elles d'adopter des pratiques de développement durable.

« La prolongation de la vie au travail et une meilleure intégration des immigrants au marché du travail sont deux autres exemples où la coopération est nécessaire. »

Certaines responsabilités sont communes. Assurer la relève et améliorer le taux de survie des entreprises sont des défis qui appartiennent à la fois au gouvernement et aux entreprises. La prolongation de la vie au travail et une meilleure intégration des immigrants au marché du travail sont deux autres exemples où la coopération est nécessaire. Par ailleurs, s'il revient aux entreprises de respecter la réglementation environnementale, le gouvernement doit pouvoir les aider, spécialement les PME qui n'ont pas autant de ressources que les grandes entreprises pour ce faire. Enfin, les entreprises et les gouvernements doivent s'unir afin de rendre Montréal plus compétitive sur la scène internationale.

« Les citoyens peuvent, à des niveaux divers, contribuer à leur manière : tous les efforts comptent. »

Enfin, d'autres partenaires sont concernés par les défis qui touchent les entreprises, dont le milieu académique, les associations d'entreprises et les syndicats. La prospérité des entreprises et du Québec ne pourra pas se faire sans eux. Les citoyens peuvent également, à des niveaux divers, contribuer à leur manière : tous les efforts comptent.



Des défis prioritaires

L'analyse met en évidence deux défis qui sont considérés comme prioritaires. Ils ont été retenus parce qu'ils compromettent sérieusement la performance à moyen et à long terme de l'économie québécoise s'ils ne sont pas relevés dès maintenant. Il s'agit de stimuler l'entrepreneuriat et d'améliorer la productivité. De fait, avant de déterminer comment assurer la prospérité des entreprises, il faut d'abord et avant tout stimuler leur création. Par ailleurs, si elles veulent demeurer compétitives, que ce soit sur le marché québécois ou à l'extérieur, les entreprises d'ici doivent absolument améliorer leur productivité.

En plus de promouvoir la culture entrepreneuriale, les principales pistes de solution pour stimuler la création d'entreprises consistent à faciliter l'accès au financement et à simplifier la réglementation. Pour améliorer la productivité, plusieurs leviers sont à privilégier : augmenter la qualité et la disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée, innover et investir davantage.

« Si chacun prend ses responsabilités et se retrouse les manches, on y parviendra. »

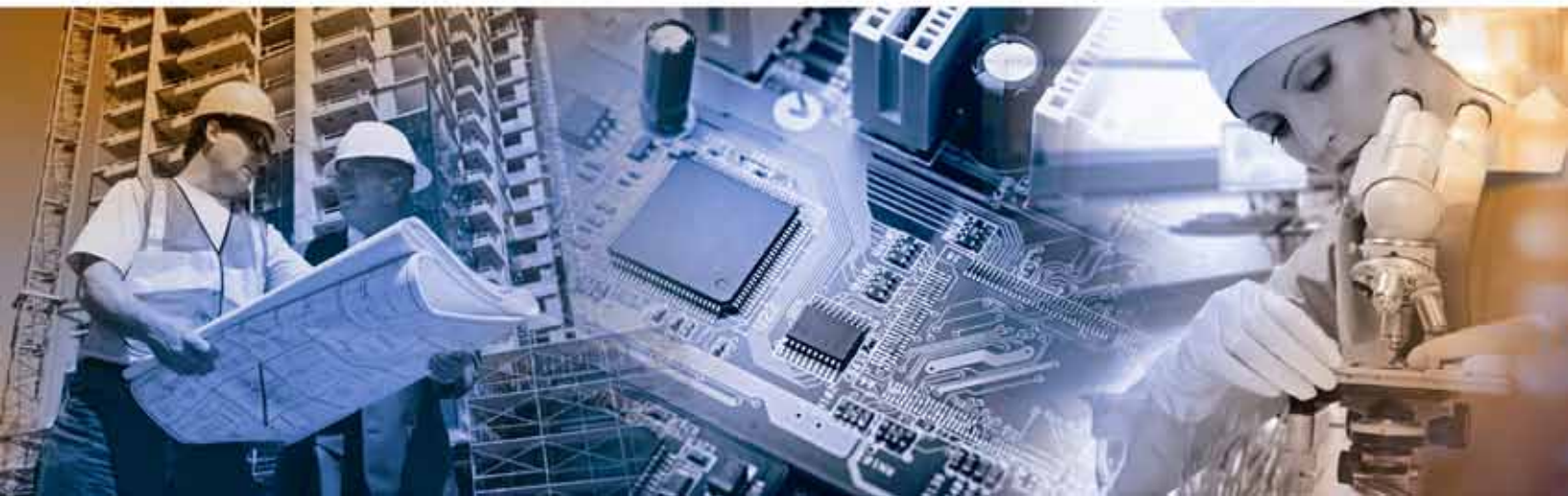
Ces leviers permettront de répondre également à d'autres défis comme la relève chez les entrepreneurs et l'amélioration des taux de survie des entreprises. C'est un appel à l'action. Si chacun prend ses responsabilités et se retrouse les manches, on y parviendra. L'étude permet de confirmer la nécessité et l'urgence d'agir.

Pour consulter

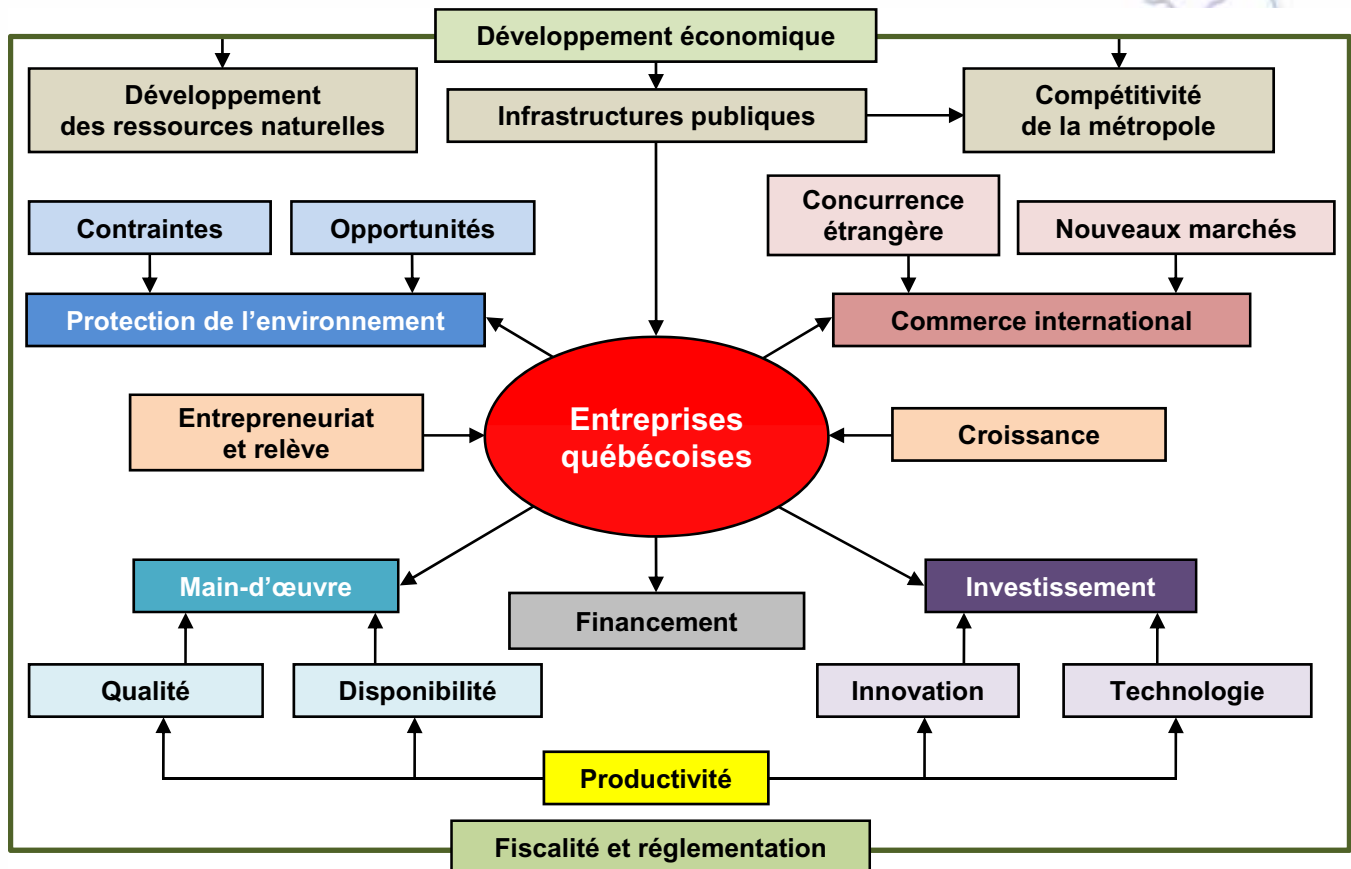
L'ÉTUDE COMPLÈTE

www.desjardins.com/a-propos/etudes-economiques/dossiers-etudes-guides/index.jsp

 **Desjardins**
Études économiques
www.desjardins.com/economie



Les défis à relever pour assurer la prospérité des entreprises québécoises



Source : Desjardins, Études économiques